

Leçon d'histoire :

DES AVANÇÉES RÉVOLUTIONNAIRES SUIVIES DE RECVLS CATASTROPHIQUES

La conjonction de l'agression extérieure de l'impérialisme et des forces réactionnaires locales.

Les erreurs théoriques et les insuffisances pratiques des forces révolutionnaires.

La question démocratique : quelle démocratie peut « servir le peuple ».

Esquisse pour le débat

Les exemples d'avancées suivies de reculs dramatiques ne manquent pas. Ils ont rempli l'histoire des XIXe et XXe siècles. Ils constituent l'histoire des trois grandes révolutions du monde moderne (la française, la russe, la chinoise), de quelques autres (celles de Haïti, du Mexique). Des reculs possibles de nature analogue se profilent ailleurs (Cuba, Vietnam). Des avancées moins spectaculaires mais néanmoins réelles ont tissé l'histoire des peuples asiatiques et africaines à l'époque de Bandoung (1955-1980). Partout elles ont été suivies de reculs allant jusqu'au rétablissement de pouvoirs compradore soumis à la dictature impérialiste.

Je proposerai pour le débat quatre cas récents : l'Afghanistan, l'Irak, le Soudan, le Yémen du Sud. Peu et mal connus en dehors de la région des lecteurs de langues arabe et persane.

Les quatre cas sont ceux de sociétés musulmanes. Mais ce caractère commun ne fournit pas un élément d'explication important. Il y a d'autres sociétés musulmanes qui n'ont pas connu la même histoire tragique d'avancées révolutionnaires authentiques et puissantes et de leur tragique conclusion. Les quatre expériences en question partagent un caractère commun d'une toute autre importance : celle d'avoir été le produit de « situations révolutionnaires ».

J'entends par là la conjonction de facteurs objectifs et subjectifs qui ont conduit en théorie et en pratique au choix de la solution révolutionnaire. Facteurs objectifs : des pays où la structure sociale et l'organisation des pouvoirs étaient traversées de contradictions plus explosives qu'ailleurs. Facteurs subjectifs : la présence de partis communistes puissants et aguerris, convaincus de la solution révolutionnaire, décidés à la tenter, « armés de la pensée marxiste ».

1. Les quatre sociétés en question sont, comparativement à d'autres, moins homogènes du point de vue confessionnel ou ethnique. Mais il ne s'agit là que d'une réalité fréquente dans l'histoire, l'homogénéisation étant souvent un produit de la modernisation. Une réalité qui n'implique pas, loin de là, « l'hostilité naturelle » des composantes du pays. Qu'ils s'agissent de chiïtes ou de sunnites, d'Arabes ou de Kurdes (Irak), de peuples de langue persane ou turque (Afghanistan), de Musulmans et de non Musulmans (Soudan) ou de sujets d'un émiettement « féodal » (Yémen du Sud).

Néanmoins cette hétérogénéité a été, semble-t-il, un facteur favorable à la réponse révolutionnaire, parce qu'elle s'est traduite surtout par la faiblesse relative des pouvoirs locaux, anciens « indépendants », ou soumis – avec la modernisation – à la protection des puissances impérialistes. Une faiblesse de ce pouvoir qui se transforme – dans les moments de crise – par son éclatement selon les lignes qui définissent l'hétérogénéité en question ; tandis que les forces révolutionnaires sont en position de tirer profit de l'aspiration générale à l'unité du peuple en lutte contre les pouvoirs en place.

2. Les quatre pays considérés sont importants du point de vue des intérêts globaux de l'impérialisme, qui peut difficilement renoncer à les contrôler.

L'Afghanistan, hier frontalier de l'Union Soviétique, aujourd'hui de l'Asie Centrale qu'on veut dresser contre la Russie. L'Irak, dont le sous sol recèle certaines des meilleures réserves mondiales de pétrole. Le Yémen du Sud qui commande l'entrée en Mer Rouge (route du pétrole). Le Soudan dont le contrôle entraîne celui de l'Égypte (pour les Britanniques hier), riche en pétrole et uranium (aujourd'hui).

3. Dans les quatre pays la société « moderne » minoritaire face à une masse d'apparence « traditionnelle » a été de ce fait particulièrement attirée par les solutions radicales, par un projet de « modernisation par en haut, soutenu par en bas », inscrivant celle-ci dans la perspective socialiste.

Le succès des partis communistes dans la « minorité » modernisée de la société a été ici remarquable.

En Afghanistan une monarchie, qu'on peut qualifier si l'on veut de « féodale », gouvernait (à peine) un ensemble de régions aux frontières floues, elles mêmes en fait directement gérées par leurs maîtres locaux. Sa longue tentative de résistance à l'agression de la Grande Bretagne – soucieuse de couper la route de l'Océan Indien aux Russes puis aux Soviétiques établis au Turkestan- ne lui avait néanmoins pas permis de donner au pays l'homogénéité et la force capables de répondre au défi de la transformation sociale. On ne s'étonnera pas alors que les élites sociales et intellectuelles capables de prendre la mesure de cet échec aient été naturellement convaincues – à l'unanimité ou presque – que le modèle du socialisme (soviétique) étant seul capable d'y répondre.

En Irak la monarchie « sunnite » d'importation britannique ne pouvait se maintenir qu'en renonçant à son indépendance réelle. Le Parti Communiste irakien était alors en mesure de gagner les cœurs des masses chez les Kurdes et les Arabes chiites, de gagner les esprits de toute la classe éduquée, en particulier évidemment chez les étudiants mais aussi dans de larges segments, des classes moyennes urbaines nouvelles (professions, officiers de l'armée). A l'ordre de la monarchie au service des Britanniques il pouvait opposer la réalité forte de l'unité millénaire de la Mésopotamie – les pays du Tigre et de l'Euphrate -, une en dépit de sa diversité.

Au Yémen du Sud les Britanniques avaient renforcé – voire créé de toutes pièces quand nécessaire – un émiettement pseudo féodal soumis. Partagé les pouvoirs locaux apparents en une multitude de « mashiakhas » (domaines de « Cheikhs » ou prétendus tels), de Sultanats et émirats (réduits à une bourgade et trois villages), réservant à l'administration coloniale directe le port d'Aden. Le mouvement communiste (unifié sous le nom de Parti Socialiste) n'a pas eu de difficulté à rassembler toutes les composantes de la société moderne (travailleurs du port, étudiants, classes moyennes urbaines) sous le drapeau : « abolition des structures mises en place par les Britanniques, unité, libération, socialisme ».

Au Soudan le Parti Communiste est parvenu à réussir une conquête exceptionnelle de toute la société moderne du pays : les Syndicats ouvriers (en partant des chemins de fer) qui, quoique évidemment « minoritaires » dans la société, n'en représentaient pas moins une force importante non par elle-même mais par le rôle qu'elle remplit pour le peuple tout entier, par sa défense des droits sociaux des travailleurs et des droits démocratiques à l'organisation des classes populaires par elles mêmes ; les paysans des régions modernisées par l'irrigation, incorporées dans le capitalisme d'une manière plus directe ; les organisations de femmes en lutte contre l'oppression patriarcale ; les jeunes scolarisés et les étudiants ; les professions organisées en syndicats par le Parti ; et même un bon nombre d'officiers de l'armée.

4. Les Partis Communistes de ces quatre pays sont parvenus à ouvrir des avancées révolutionnaires remarquables : en Afghanistan et au Yémen ils ont conquis le pouvoir d'Etat, en Irak et au Soudan ils n'ont pas été loin d'y parvenir.

Le parti communiste d'Afghanistan (en fait deux partis en un : Parcham – le Drapeau, Khalq – le Peuple) n'est pas parvenu au pouvoir par un coup d'état militaire fabriqué par Moscou (sur le modèle des coups de la CIA) comme on le croit, hélas, dans l'opinion occidentale. Il s'est emparé du pouvoir déliquescents de la monarchie ; les quelques officiers communistes qui ont « envahi » le Palais n'ont pas mis en place leur

dictature, mais ouvert la voie au pouvoir exercé par le Parti. Moscou n'y était pas pour grand chose au départ ; Moscou se satisfait parfaitement de la Monarchie « neutraliste » en politique internationale. Mais l'un des segments du PC estimait que, face à l'agression (militaire) des Etats Unis, prévisible et inévitable (ce qui était indiscutablement un jugement correct), le soutien soviétique s'imposait. L'autre segment du Parti estimait que ce soutien ne renforcerait pas la capacité du pays à résister victorieusement à l'impérialisme, mais au contraire risquait de compliquer la tâche. Les avancées réalisées par le pouvoir du Parti Communiste sont indiscutables : unification réelle du peuple afghan (le Parti Communiste recrutait dans toutes les « ethnies » et régions), mise à l'écart des oppresseurs (« tribaux ») et des obscurantistes, ouverture aux femmes etc. Ce pouvoir était loin d'être « impopulaire ».

Au Yémen du Sud le Parti (ici officiellement « socialiste ») s'est constitué à partir de cinq groupes communistes d'origines diverses, qui ont compris qu'il leur fallait fusionner (tout en gardant leur personnalité propre). Les Britanniques qui avaient décidé d'octroyer une fausse indépendance à leurs colonies (Aden, les Emirats de la Côte des Pirates), avaient développé un plan garantissant le transfert « pacifique » du pouvoir aux féodalités (émirats et autres) dont ils avaient renforcé les pouvoirs durant la période coloniale. Le plan de Londres a fonctionné sans accroc sur la côte du Golfe, produisant les « Emirats Arabes Unis ». Le Parti Socialiste du Yémen du Sud, n'a pas joué le jeu, mais est parvenu à mobiliser tous les éléments dynamiques de la société autour du mot d'ordre : indépendance réelle, abolition des systèmes d'oppression politiques prétendus « traditionnels », justice sociale. Sa radicalité a payé : ce sont les forces qu'il a mobilisées qui sont entrées dans Aden, puis dans l'ensemble des chefs lieux du pays. Ces forces ont même court circuité un concurrent soutenu par Nasser et le régime du Yémen du Nord. Les avancées réalisées par la suite sont également incontestables, en particulier dans la libération des femmes, faisant reculer l'obscurantisme, ouvrant la voie à une interprétation moderne et démocratique de la religion et à la laïcité de l'Etat. Sa popularité n'est pas davantage contestable.

En Irak la chute de la Monarchie en 1958 n'a pas davantage été le produit d'un « coup d'état militaire ». L'intervention d'un groupe d'officiers (dont des communistes, mais aussi des nationalistes progressistes) ne venait que couronner des luttes de masses imposantes, dans lesquelles le Parti Communiste jouait un rôle décisif (en coopération avec d'autres organisations arabes et kurdes, progressistes à des degrés divers). Le Baas et les Frères Musulmans ont été remarquablement absents dans ces luttes. Le régime, présidé par Abdel Karim Kassem, était de ce fait assis sur une alliance politique qui rassemblait le Parti Communiste, les mouvements progressistes kurdes et les Nationalistes (indépendants du Baas). La concurrence entre ces derniers et le Parti Communiste a été permanente, vive. Au point qu'à un moment donné, s'appuyant sur la fraction des Officiers communistes ou proches, le Parti Communiste a pensé être en mesure de faire pencher la balance en sa faveur. L'échec est dû à la conjonction des interventions des forces réactionnaires locales (soutenues de l'extérieur), des Nassériens et des baasistes alliés.

Au Soudan la puissance du Parti Communiste dans la société civile « moderne » (ouvriers, paysans de la Gezira, étudiants, femmes, professions et armée) explique que la dictature du Général Aboud (soutenue par les Britanniques) ait été battue non pas un « contre coup d'état militaire », mais par un mouvement de masse gigantesque (les officiers ayant à leur tour refusé de réprimer). Hauts et bas de la longue lutte qui a suivi, caractérisée par la mobilisation des partis traditionalistes obscurantistes et dévoués au pouvoir colonial (Ansar et Ashiqqa), leur soutien à peu près inconditionnel par les Frères Musulmans et les diplomaties de l'Egypte nassérienne et de la Lybie de Kadhafi. Le bloc réactionnaire/obscurantiste/ « nationalistes » (considérés comme anti-impérialistes sans suffisamment de nuances)/ opinion occidentale fabriquée contre la force la plus démocratique du pays ! Les « victoires » de ce bloc réactionnaire ont toujours été limitées et fragiles, le Parti Communiste parvenant chaque fois à remonter la pente et à le faire reculer. Le Parti Communiste n'a pas tenté un coup d'état militaire (qui lui fut fatal) comme on le dit. Le Général Nimery avait lui été mis en place par un coup militaire, soutenu par l'alliance réactionnaire, les diplomaties égyptienne et lybienne, les Frères Musulmans, les USA et la Grande Bretagne. Mais dans l'armée elle-même tous les officiers n'étaient pas partisans de ce coup. Ce sont eux (des officiers communistes et proches d'eux, des nationalistes progressistes) qui ont, sans difficulté, isolé (et mis aux arrêts) Nimery. Derrière ce succès se profilait un retour d'un pouvoir civil

démocratique, la place du Parti Communiste dans celui-ci se trouvant renforcée. Un troisième contre coup militaire réactionnaire (avec cette fois l'intervention directe des puissances étrangères et de Kadhafi) a annulé la perspective démocratique. Depuis...

5. Les causes de l'échec des quatre avancées révolutionnaires en question sont diverses. Il y a des causes spécifiques à chaque cas, bien entendu. Mais il y a aussi des causes plus ou moins communes.

La première procède de la volonté délibérée, des Etats Unis, de la Grande Bretagne et de leurs alliés subalternes européens de détruire ces avancées par la violence la plus extrême, y compris l'intervention militaire, mise en œuvre (Afghanistan, Irak plus tard) ou la menace sérieuse d'y recourir.

Dans leur stratégie les impérialistes ont mobilisé toutes les forces obscurantistes possibles et imaginables, les ont financé et équipé (militairement). Les Frères Musulmans les ont aidé à le faire. Mais il faut tout également signaler au moins la neutralité bienveillante (et parfois la complicité établie) des régimes du nationalisme populiste : Egypte, Lybie.

La seconde procède des difficultés réelles à intégrer dans le bloc démocratique soutenant les avancées révolutionnaires certains segments des « classes moyennes ». Tous les efforts ont été déployés d'une manière tout à fait systématique, entre autre par les Frères Musulmans, soutenus par des interventions brutales du pouvoir (interdiction d'organisations, arrestations en masse et torture), pour fermer les voies d'accès des Partis Communistes auprès des masses populaires.

La troisième procède des faiblesses « théoriques » des partis en question, de leur analyse d'un marxisme « sommaire ».

Produits de l'écho puissant de la révolution russe en Orient, les Partis Communistes se sont rangés sans hésitations dans le camp du « marxisme-léninisme » auquel ils sont restés verbalement fidèles jusqu'à l'effondrement de 1990 qui les a surpris, ne s'étant jamais véritablement posé de questions sur la nature du système et ses problèmes. La perestroïka leur est apparue comme une nouvelle étape bienvenue du développement du socialisme triomphant. Ils ignoraient la crise profonde de la société soviétique qui en était à l'origine. Par la suite ils ont considéré les options malheureuses de Gorbatchev comme simplement des erreurs, voire une trahison.

Convaincus du caractère « marxiste léniniste » du Parti Communiste soviétique, les Partis Communistes en question ont toujours verbalement rallié les positions défendues par la diplomatie soviétique, elle-même très attentive aux développements dans ces pays stratégiques. Je dis verbalement car en fait les Partis concernés – beaucoup de leurs cadres et dirigeants – ont conservé malgré tout leur propre jugement et ont contourné les interventions insistantes de Moscou. Il en a été ainsi lorsque Moscou insistait pour que ces partis se dissolvent pour adhérer aux partis nationalistes au pouvoir (nassériens et baasistes) qualifiés d'engagés dans la « voie non capitaliste ».

La combinaison de ces éléments, et d'autres, explique les échecs.

En Afghanistan l'intervention soviétique, « inutile » pour le moins qu'on puisse dire, a été capitalisée par les puissances impérialistes, ralliant à ceux-ci par la même occasion les nationalistes modérés du Moyen Orient. Il n'est pas dit que sans cette intervention les forces progressistes afghanes n'auraient pas été en mesure de tenir en échec celle du Pakistan, des talibans et de toutes les forces obscurantistes qualifiées par l'opinion occidentale de « combattants de la liberté » !

Au Yémen du Sud le pouvoir communiste s'est véritablement suicidé en 1991 en acceptant l'unité avec le Yémen du Nord. Comment expliquer ce choix incroyable ? Certes le Yémen constitue une seule nation et l'aspiration de son peuple à gommer la séparation créée par la colonisation britannique de sa côte méridionale est réelle. Mais le rapport Nord/Sud au Yémen n'était pas l'analogue de celui qui opposait

l'Allemagne de l'Ouest à celle de l'Est. Ici exactement l'inverse. La société (« arriérée ») et le pouvoir politique du Nord, même après la « révolution » ayant chassé l'Imam, mais pour le remplacer par un populisme inspiré des discours confus à la Kadhafi (un pouvoir au demeurant qui n'a pas grand'chose à son crédit en matière de réalisations progressistes), n'exerçaient aucune attirance sur celle du Sud. La preuve : au lendemain de « l'unité » le peuple du Sud s'est révolté pour la rejeter, et s'est considéré « trahi par les chefs de son Parti ». Il a fallu donc la répression militaire brutale pour imposer l'unité. Explication partielle : certains dirigeants du Parti (mais pas tous), désespérés après l'effondrement de l'URSS, ont voulu rallier le camp de ceux qu'ils estimaient devoir finir par être les victorieux. Certains ont craint (ils n'avaient pas tort) un blocus économique sauvage des Occidentaux, peut être même une intervention militaire sous un prétexte quelconque.

En Irak le rapport des forces n'a pu être inversé que par les dictatures sanglantes de Abdelsalam Aref, puis du Baas, avec le soutien inconditionnel des Frères Musulmans, des régimes autocratiques pro-impérialistes du Golfe, et même de l'Égypte nassérienne. Nasser n'est-il pas le « père de l'indépendance du Koweït », fabriquée par les Britanniques en 1961 et soutenue par l'Égypte d'alors ? La voie était ouverte au régime de Saddam Hussein.

Au Soudan, la défaite de la tentative d'enrayer la contre révolution de Nimery a ouvert la voie à un régime associant la dictature des militaires à celle des « Islamistes ». Mais en dépit de la sauvagerie de ce type de pouvoir les secteurs « modernes » de la société constituent un front de résistance (mais désormais plus passive qu'active), ignoré par les « amis de la démocratie » d'Occident. L'interminable guerre du Sud, l'éclatement du pays (provinces de l'Est, Darfour à l'Ouest) sont le prix que le peuple soudanais paie pour cette défaite de ses avancées révolutionnaires. L'intervention, « humanitaire » entre autre, des puissances occidentales ne rachète pas leur association étroite à l'assassinat de la démocratie soudanaise. Sans compter les intérêts économiques directs qui motivent ces interventions (pétrole et uranium en particulier).

6. La réflexion sur la question « démocratique » devrait être au centre des conclusions qu'on peut tirer de ces histoires tragiques.

Non pas que les partis communistes en question aient été « anti-démocratiques » par nature (« totalitaires » répètent les propagandes occidentales). Ils ont constitué au contraire les forces les plus démocratiques des sociétés concernées, en dépit des limites de leurs pratiques (dites de « centralisme démocratique » etc.).

L'exemple du Soudan illustre tragiquement la contradiction entre la pratique de la démocratie électorale multipartite représentative d'une part et les besoins urgents d'une démocratie authentique au service du progrès social d'autre part. Plusieurs fois dans l'histoire contemporaine du Soudan (avant la mise en place de la dictature militaro/islamique) – pays attaché aux élections libres – la révolution en marche (appuyée par le peuple) a été remise en question par un Parlement élu (correctement) dominé par les partis traditionnels ennemis à la fois de la démocratie (quand nécessaire) et du progrès social (toujours).

L'alternative ? Le « despotisme éclairé » du Parti comme en Afghanistan ? Oxyrane diront certains : le despotisme est toujours antidémocratique, les Lumières sont toujours démocratiques. Simplification dogmatique qui ne tient pas compte des exigences du « temps long d'apprentissage et d'approfondissement de la démocratie », de l'invention nécessaire et permanente de formes (y compris institutionnelles) nouvelles, allant bien au-delà de la formule occidentale de la démocratie électorale représentative.

L'alternative ? Parti « unique » ou front de forces diverses authentiquement autonomes (non « courroies de transmission ») mais soucieuses de convergence réelle dans la stratégie de la longue transition ? Les partis des quatre pays considérés n'ont jamais tranché la question, ni dans le sens bureaucratique banalisé ailleurs (et c'est à porter à leur crédit), ni dans le sens d'une formulation cohérente de l'alternative. Cette faiblesse traduit l'un des aspects de l'interprétation sommaire du marxisme qui les a caractérisés.

7. Réflexions utiles pour les acteurs de nouvelles avancées (notamment en Amérique latine) ?

Je le crois. Car ici si la démocratie électorale a permis, dans des conjonctures favorables, des victoires incontestables et la formation de gouvernements décidés à s'engager dans la voie de la transformation sociale progressiste, les faits démontrent que celle-ci enferme rapidement dans l'impasse.

Il serait souhaitable que « le groupe de Quito », constitué pour l'Assemblée du FMA (Caracas, Octobre 2008) prenne connaissance des expériences décrites ici.

Références ?

Difficiles car toutes ou presque exclusivement en langue arabe, ou persane pour l'Afghanistan (et peut être en russe).

a. Je cite deux collections de travaux importants concernant le monde arabe :

- (i) La collection d'études sur les Partis Communistes réunies par Fayçal Darraj, pour le « Arab Centre of Socialist Studies » - plus de 1 800 pages.

Je propose la traduction des articles concernant les trois pays arabes concernés. Des études d'une honnêteté scrupuleuse au plan des faits et documents rapportés (l'interprétation comme toujours est matière à débats).

- (ii) La collection d'études sur le Parti Communiste Egyptien (une quinzaine de volumes de mémoires, documents et analyses), réunies et publiées au Caire par l'Arab and African Research Centre.

b. Plus accessible, quelques uns de mes écrits :

- (i) *L'éveil du Sud, panorama de l'époque de Bandoung (1955-1980)* ; en particulier concernant les avancées de l'Egypte nassérienne, du Mali et de quelques autres.
- (ii) *Du capitalisme à la civilisation* ; en particulier les développements concernant : « le drame des grandes révolutions » et la « contribution du maoïsme » (pages 44 à 53).
- (iii) L'annexe (jointe) concernant la démocratie révolutionnaire.
- (iv) Mes propositions d'analyse concernant l'Afghanistan et l'Irak (annexe jointe).

ANNEXE 1 LA DEMOCRATIE REVOLUTIONNAIRE

Le concept de démocratisation des sociétés

La démocratisation est un processus, qu'on ne saurait réduire à une formule statique et définitive, comme celle que représente la « démocratie représentative » contemporaine généralement proposée (pluripartisme, élections, droits de l'homme)

La démocratisation concerne tous les aspects de la vie sociale, et non exclusivement la gestion de la dimension politique de celle-ci. Elle concerne tous les rapports entre les individus, au sein de la famille, sur les lieux de travail, dans les rapports de ceux-ci avec les décideurs économiques, administratifs et politiques. Ces rapports sont simultanément des rapports individuels et collectifs (ces rapports de classe sont largement des rapports de force inégaux dans les sociétés contemporaines). La démocratisation implique qu'on dépasse ces limites en direction de la construction de l'alternative socialiste.

Le discours dominant et les « recettes » (blue prints) démocratiques proposées dans son esprit sépare la démocratie « politique » des revendications sociales, qui s'expriment par les luttes des classes dominées et exploitées. **La démocratisation implique qu'on associe et non dissocie la démocratie politique et le progrès social.**

La démocratisation implique la reconnaissance et la définition des droits de l'individu, leur formulation en termes de droits juridiques, la garantie institutionnelle de leur respect réel. La liberté individuelle et la libération de l'être humain de toutes les formes d'oppression sont inséparables de l'exercice du pouvoir par le peuple (peoples' empowerment). Il n'y a pas de société avancée sans intégration des droits de l'individu dans ceux des collectifs de travailleurs et du peuple.

Les avancées de la démocratie ont toujours été produites par les luttes populaires

L'idéologie dominante associe « démocratie » et « liberté des marchés » (c'est à dire en fait capitalisme) et les prétend indissociables : pas de démocratie sans marché, donc pas de socialisme démocratique concevable. Il ne s'agit là que d'une formulation idéologique - au sens vulgaire et négatif du terme – tautologique, qui suppose qu'on ait réduit le concept de démocratie à celui de son modèle tronqué étasunien.

Au demeurant l'histoire du capitalisme réellement existant comme système mondialisé démontre que même cette démocratie tronquée n'a jamais constitué que l'exception et non la règle.

Dans les centres du capitalisme eux mêmes, les progrès de la démocratie représentative ont toujours été le produit des luttes populaires, retenues aussi longtemps que possible par les tenants du pouvoir (les propriétaires). Cela est un fait incontestable qu'il s'agisse d'élargissement du suffrage (le suffrage universel est récent), du renforcement des pouvoirs législatifs face aux privilèges des Rois, des aristocraties associées et du Haut Commandement militaire, du recours à la « proportionnelle », d'inclusion dans les droits de limites à la liberté des propriétaires (droits du travail, sécurité sociale etc.).

A l'échelle du système du capitalisme mondial – l'unité véritable dans laquelle se meut le déploiement du capitalisme – l'association démocratie (tronquée)/capitalisme est encore plus visiblement sans fondement réel. Dans les périphéries intégrées dans le capitalisme mondial réel, la démocratie n'a jamais – ou presque – été à l'ordre du jour du possible, ou même souhaitable pour le fonctionnement de l'accumulation capitaliste.

Dans ces conditions j'irai même jusqu'à dire que les avancées démocratiques dans les centres, si elles ont bien été le produit des luttes des classes populaires concernées, n'en ont pas moins été largement facilitées par les avantages des sociétés concernées dans le système mondial. Marx attendait des effets positifs importants du suffrage universel : la possibilité d'une transition pacifique au socialisme. L'histoire n'a pas confirmé ses espoirs. Car le suffrage universel opérait ici dans les sociétés gangrenées par l'idéologie nationaliste/impérialiste et les avantages réels qui lui sont associés (cf. Luciano Canfora, *La démocratie, histoire d'une idéologie*, Seuil 2006).

Les mouvements populaires et les peuples en lutte pour le socialisme et la libération du joug impérialiste ont été à l'origine de percées démocratiques authentiques amorçant une théorie et une pratique associant, elles, démocratie et progrès social. Cette évolution - au delà du capitalisme, de son idéologie et de sa pratique restreinte de la démocratie représentative et procédurale – a été amorcée très tôt, dès la Révolution française. Elle s'est exprimée d'une manière plus mûre et plus radicale dans les révolutions ultérieures, dans la Commune de

Paris, la révolution russe, la révolution chinoise et quelques autres (celles du Mexique, de Cuba, du Vietnam).

La Convention montagnarde non seulement impose de grandes réformes démocratiques (le suffrage universel, l'abolition de l'esclavage), en proclame les principes fondateurs (l'égalité, la solidarité, le droit à la vie, à l'éducation etc.), mais encore prévoit des systèmes institutionnels conçus pour les servir (rejet du présidentialisme etc.). Quel qu'aient été les limites de ces avancées – que les conditions objectives de l'économie de l'époque expliquent sans difficulté – elles n'en ont pas moins été les inspiratrices d'espoirs nouveaux, ceux que les communistes babouviens ont exprimés. La Commune de Paris fait sienne cet héritage et le pousse en avant.

La Révolution russe procède aux grandes réformes qui conditionnent une évolution socialiste et démocratique possible : la réforme agraire, l'expropriation des capitalistes. La dérive étatiste est ultérieure. Mais c'est sans doute la Révolution chinoise qui avait posé les principes d'une « démocratie populaire » (rien à voir avec la pratique des « démocraties populaires » de l'Europe de l'Est) porteuse d'avancées sociales et démocratiques réelles, définissant une étape de la longue transition au socialisme démocratique. L'abolition de la propriété privée du sol et la garantie de l'accès égal de tous à celui-ci en constituait l'axe majeur. La mise en place des Communes, gestionnaires collectifs de la production agricole, des petites industries associées, et des services publics (écoles, cliniques etc.), pouvait servir de cadre institutionnel efficace à une démocratisation progressive de la gestion de tous les aspects de la vie sociale.

Les limites, incohérences et reculs de la démocratie populaire chinoise ont des causes multiples, bien analysées par Lin Chun (*The transformation of Chinese socialism*, Duke U. Press 2006) : les contradictions objectives qui opposent les trois pôles nécessaires d'un projet de transition de longue haleine (l'indépendance nationale, le développement des forces productives, la progression des valeurs d'égalité et du socialisme), mais aussi – et pas moins important – l'absence de la formulation des garanties juridiques formelles des droits de l'individu et l'institutionnalisation imprécise des pouvoirs. La « ligne de masse », qui invite les classes populaires à formuler leurs revendications, leur donne les moyens de le faire, et n'érige pas le parti en avant garde autoproclamée, qui « enseigne » au peuple une vérité dont il a le monopole de la connaissance, sans avoir à « apprendre » auprès du peuple, procède bien de la logique fondamentale d'un projet démocratique. Ce principe se situe aux antipodes de la thèse selon laquelle la théorie est apportée de l'extérieur au mouvement. La « ligne de masse » ne constitue néanmoins pas un substitut à l'institutionnalisation des droits et des organisations.

Je ne suis pas de ceux qui s'abstiennent de critiquer sévèrement les dérives autoritaires, voire sanguinaires, qui ont accompagné les moments révolutionnaires de l'histoire. En expliquer les raisons ne les justifie pas et n'en réduit pas sa portée destructrice pour l'avenir socialiste qu'elles véhiculaient. Encore faudrait-il rappeler que les violences les plus sanguinaires ont toujours été celles des contre révolutions. La terreur blanche des Versaillais compte ses victimes par dizaines de milliers ; le nombre des victimes innocentes de la Commune ne dépasse pas la centaine. Les dérives sanguinaires du stalinisme ne sont pas le produit de la logique du socialisme mais de la volonté d'en arrêter la progression et de lui substituer celle de l'étatisme que je qualifie de « capitalisme sans capitalistes ». Encore faudrait-il rappeler également les crimes permanents du capitalisme/impérialisme réellement existant, les massacres coloniaux, ceux associés aux « guerres préventives » conduites aujourd'hui par les

Etats Unis et leurs alliés. La « démocratie » dans ces conditions, quand elle n'est pas simplement rayée de l'ordre du jour, n'est guère qu'une mascarade on le voit en Iraq.

La démocratie, aujourd'hui en recul, dans le monde ne peut avancer qu'à la condition de prendre les formes d'une démocratie sociale institutionnalisée.

Le capitalisme des oligopoles est l'ennemi de la démocratie, fut elle bourgeoise. D'une manière générale dans le cadre en place du capitalisme mondialisé la démocratie (même dans ses formes tronquées) n'est pas en progrès – réel ou même potentiel – mais au contraire en recul, menacée de perte de légitimité et de crédibilité. « Le marché décide de tout, le Parlement (quand il existe) de rien ». De surcroît la guerre conduite « contre le terrorisme » sert, comme on le sait, de prétexte pour réduire les droits démocratiques, pour le plus grand profit du pouvoir de la ploutocratie, forme nouvelle de celui de la bourgeoisie financière du capitalisme sénile. Les peuples risquent alors d'être attirés par l'illusion des replis « identitaires » (para ethniques et/ou para religieux), antidémocratiques par essence, qui les enferment dans l'impasse.

Partout, même si c'est dans des conditions très différentes selon qu'on se situe dans les centres ou les périphéries du capitalisme mondialisé contemporain, le défi est de la même nature : aller au delà à la fois du capitalisme et de la démocratie représentative, autrement dit adopter des positions radicales dans ces deux directions indissociables, constitue la condition d'avancées démocratiques.

Quelques propositions générales qui permettraient d'avancer dans le débat

(i) l'adoption de chartes des droits (chartes nationales et internationales, chartes spécifiques concernant des champs définis, comme les droits des femmes, des paysans, des organisations ouvrières, de la gestion des services publics, de celle des entreprises publiques et privées etc.) qui osent affirmer la primauté des valeurs associant liberté et égalité, développement et progrès social.

(ii) le renforcement des pouvoirs des parlements élus devraient bénéficier d'une haute priorité dans les programmes des forces politiques soucieuses de rendre à la démocratie son sens perdu.

(iii) l'ouverture d'espaces de gestion populaire et démocratique dans tous les domaines, des services sociaux, de l'entreprise de production, de la gestion municipale et la conduite de luttes pour en faire reconnaître la légitimité par les pouvoirs.

(iv) le rétablissement du respect intégral de la souveraineté des nations, étant entendu qu'il ne peut y avoir de « démocratie supranationale » si les aspirations démocratiques sont bafouées au niveau des nations

Les défis auxquels le modèle proposé est confronté sont certainement considérables. Au delà de la variété des situations concrètes, on peut repérer trois ensembles de difficultés majeures :

(i) dans les pays du centre avancé les classes populaires (et même en grande partie les classes moyennes, au moins potentiellement) aspirent certainement à plus de démocratie réelle, plus d'égalité, plus de solidarité et de sécurité sociale (sécurité de l'emploi, des systèmes de retraites etc.). Il n'est pas dit que l'idéologie de la compétition sauvage soit acceptable. Mais les peuples du Nord sont-ils disposés à renoncer aux avantages importants immédiats que leur procure le pillage de la Planète?

(ii) dans les pays du Sud le défi ne peut être relevé que si pour une longue période de transition (de type séculaire) les systèmes politiques de démocratie parviennent avec succès à combiner trois objectifs : le maintien et le renforcement de l'indépendance nationale dans un système international multipolaire fondé sur le principe d'une mondialisation négociée, l'accélération incontournable du développement des forces productives sans laquelle il est vain de parler de l'éradication de la pauvreté et de la construction d'un monde multipolaire équilibré, l'affirmation de la place grandissante des valeurs de justice sociale. Ce défi concerne trois quarts de l'humanité. Mais si le relever conditionne la progression parallèle de la démocratisation de la société, en sens inverse et complémentaire il paraît difficile à notre époque de parvenir à un développement digne de ce nom (c'est à dire accéléré, social, renforçant l'indépendance nationale) par le moyen de « despotismes éclairés ».

La démocratie n'est pas une recette qu'il suffirait d'adopter. Sa réalisation est un processus sans fin, ce qui nous fait lui préférer le terme de démocratisation. Au demeurant la recette en question – pluripartisme et élections – non seulement enferme dans l'option d'une démocratie représentative et procédurale tronquée, réservée au seul domaine de la gestion de la vie politique, devenue de ce fait parfaitement anti populaire à notre époque, tourne à la farce. La recette fait perdre à la lutte pour la démocratie sa légitimité.

Il paraît utile, pour terminer, de signaler les grandes options à discuter concernant les méthodes de lutte capables d'avancer avec succès dans les directions indiquées ici. Ce débat interpelle directement les « mouvements » concernés qui, au demeurant se retrouvent souvent dans les Forums sociaux.

ANNEXE 2

L'Afghanistan

L'Afghanistan a connu le meilleur moment de son histoire moderne à l'époque de la République dite « communiste ». Un régime de despotisme éclairé moderniste, ouvrant largement l'éducation aux enfants des deux sexes, adversaire de l'obscurantisme et de ce fait

bénéficiant de soutiens décisifs à l'intérieur de la société. La « réforme agraire » qu'il avait entrepris était pour l'essentiel un ensemble de mesures destinées à réduire les pouvoirs tyranniques des chefs de tribus. Le soutien – au moins tacite – des majorités paysannes garantissait le succès probable de cette évolution bien amorcée. La propagande véhiculée tant par les médias occidentaux que ceux de l'Islam politique a présenté cette expérience comme celle d'un « totalitarisme communiste et athée » rejeté par le peuple afghan. En réalité le régime, comme celui d'Ataturk en son temps, était loin d'être « impopulaire ».

Le fait que ses promoteurs se soient autoqualifiés de communistes dans leurs deux fractions majeures (Khalq et Parcham) n'est en rien surprenant. Le modèle des progrès accomplis par les peuples voisins d'Asie centrale soviétique (en dépit de tout ce qu'on a pu raconter à ce sujet et en dépit des pratiques autocratiques du système), par comparaison avec les désastres sociaux permanents de la gestion impérialiste britannique dans les pays voisins (l'Inde et le Pakistan), avait eu pour effet, ici comme dans beaucoup d'autres pays de la région, d'encourager les patriotes à prendre la mesure de l'obstacle que l'impérialisme constituait pour toute tentative de modernisation. L'invitation à l'intervention que certaines fractions ont adressé aux Soviétiques pour se débarrasser des autres a certainement pesé négativement et hypothéqué les possibilités du projet national-populiste-moderniste.

Les Etats Unis en particulier et leurs alliés de la triade en général ont toujours été les adversaires tenaces des modernisateurs afghans, communistes ou pas. Ce sont eux qui ont mobilisé les forces obscurantistes de l'Islam politique à la pakistanaise (les Talibans) et les seigneurs de la guerre (les chefs de tribus neutralisés avec succès par le régime dit « communiste »), les ont entraîné et armé. Même après le retrait soviétique la résistance dont le gouvernement de Najibullah démontrait la capacité l'eut probablement emporté sans l'offensive militaire pakistanaise venue soutenir les Talibans puis, accélérant le chaos, celle des forces reconstituées des seigneurs de la guerre.

L'Afghanistan a été dévasté par l'intervention des Etats Unis et de leurs alliés et agents, islamistes en particulier. L'Afghanistan ne peut pas se reconstruire sous la houlette de leur pouvoir, à peine déguisé par celui d'un pitre sans racines dans le pays, parachuté par la transnationale texane dont il était l'employé. La prétendue « démocratie » au nom de laquelle Washington, l'OTAN et l'ONU appelée à la rescousse prétendent justifier la poursuite de leur « présence » (en fait occupation), mensonge dès l'origine, est devenue une farce grossière.

Il n'y a qu'une solution au « problème » afghan : que toutes les forces étrangères quittent le pays et que toutes les puissances soient contraintes de s'abstenir de financer et d'armer leurs « alliés ». Aux bonnes consciences qui expriment leur crainte que le peuple afghan tolèrera alors la dictature des Talibans (ou des chefs de guerre) je répondrai que la présence étrangère a été jusqu'ici et reste le meilleur soutien à cette dictature ! Et que le peuple afghan s'était engagé dans une autre direction – porteuse potentiellement du meilleur possible – à l'époque où « l'Occident » était contraint de s'occuper moins de ses affaires. Au despotisme éclairé des « communistes » l'Occident civilisé a toujours préféré le despotisme obscurantiste, infiniment moins dangereux pour ses intérêts !

L'Irak

La diplomatie armée des Etats Unis s'était donné l'objectif de détruire littéralement l'Irak bien avant que le prétexte ne le lui en ait été donné par deux fois, à l'occasion de l'invasion du

Koweït en 1990, puis après le 11 Septembre exploité à cette fin par Bush junior avec cynisme et mensonge à la Goebbels à la clé (« répéter un mensonge mille fois, il devient vérité »). La raison en est simple et n'a rien à voir avec le discours appelant à la « libération » du peuple irakien de la dictature sanglante (réelle) de Saddam Hussein. L' Irak possède dans son sous sol une bonne part des meilleures ressources pétrolières de la planète ; mais de surcroît l'Irak était parvenu à former des cadres scientifiques et techniques capables, par leur masse critique, de soutenir un projet national consistant. Ce « danger » devait être éliminé par une « guerre préventive » que les Etats Unis se sont donnés le droit de faire quand et où ils le décident, sans le moindre respect pour le « droit » international.

Au delà de ce constat d'évidence banale, plusieurs séries de questions sérieuses restent à examiner : (i) pourquoi le plan de Washington a pu donner les apparences d'un succès fulgurant aussi aisément ? (ii) quelle situation nouvelle il a créé à laquelle la nation irakienne est confrontée aujourd'hui ? (iii) quelles réponses les différentes composantes du peuple irakien donnent à ce défi ? (iv) quelles solutions les forces démocratiques et progressistes irakiennes, arabes et internationales peuvent-elles promouvoir ?

La défaite de Saddam Hussein était prévisible. Face à un ennemi dont l'avantage principal réside dans la capacité d'exercice du génocide par bombardements aériens impunis (en attendant l'usage du nucléaire), les peuples n'ont qu'une seule réponse possible efficace : déployer leur résistance sur leur sol envahi , comme le peuple libanais l'a démontré. Or le régime de Saddam s'était employé à annihiler tous les moyens de défense à la portée de son peuple, par la destruction systématique de toute organisation, de tous les partis politiques (à commencer par le parti communiste) qui ont fait l'histoire de l'Irak moderne, y compris du Baas lui même qui avait été l'un des acteurs majeurs de cette histoire. Ce qui devrait surprendre dans ces conditions ce n'est pas que le « peuple irakien » ait laissé envahir son pays sans combat, ni même que certains comportements (comme sa participation apparente aux élections organisées par l'envahisseur ou l'explosion de luttes fratricides opposant Kurdes, Arabes sunnites et Arabes chiites) semblent constituer des indices d'une défaite acceptée possible (celle sur laquelle Washington avait fondé ses calculs), mais au contraire que les résistances sur le terrain se renforcent chaque jour (en dépit de toutes les faiblesses graves dont ces résistances font preuve), qu'elles aient déjà rendu impossible la mise en place d'un régime de laquais capable d'assurer les apparences « d'ordre », en quelque sorte qu'elles aient déjà démontré l'échec du projet de Washington. La reconnaissance internationale de ce gouvernement fantoche par les Nations Unis domestiquées ne change rien à la réalité ; elle n'est ni légitime ni acceptable.

Une situation nouvelle est néanmoins créée par l'occupation militaire étrangère. La nation irakienne est réellement menacée, ne serait-ce que parce que le projet de Washington, incapable de maintenir son contrôle sur le pays (et piller ses ressources pétrolières, ce qui constitue son objectif numéro un) par l'intermédiaire d'un gouvernement d'apparence « national », ne peut être poursuivi qu'en cassant le pays. L'éclatement du pays en trois « Etats » au moins (Kurde, Arabe sunnite et Arabe chiite) a peut être été dès l'origine l'objectif de Washington aligné sur Israël (les archives le révéleront dans l'avenir). Toujours est-il qu'aujourd'hui la « guerre civile » est la carte que Washington joue pour légitimer le maintien de son occupation. Car l'occupation permanente était – et demeure – l'objectif : c'est le seul moyen pour Washington de garantir son contrôle du pétrole. On ne peut certainement donner aucun crédit aux « déclarations » d'intention de Washington, du style « nous quitterons le pays dès que l'ordre sera revenu ». On se souvient que les Britanniques n'ont

jamais dit de leur occupation de l’Egypte, à partir de 1882, qu’elle était autre chose que « provisoire » (elle a duré jusqu’en 1956 !). Entre temps bien entendu, chaque jour, les Etats Unis détruisent un peu plus par tous les moyens, y compris les plus criminels, le pays, ses écoles, ses usines, ses capacités scientifiques.

Les réponses que le peuple irakien donne au défi ne paraissent pas – dans l’immédiat tout au moins – à la mesure de sa gravité extrême. C’est le moins qu’on puisse dire. Quelles en sont les raisons ? Les médias occidentaux dominants répètent à satiété que l’Irak est un pays « artificiel » et que la domination oppressive du régime « sunnite » de Saddam sur les Chiïtes et les Kurdes est à l’origine de la guerre civile inévitable (que seule la prolongation de l’occupation étrangère permettra peut être d’écarter). La « résistance » serait donc limitée à quelques noyaux islamistes pro Saddam du « triangle » sunnite. On ne peut que difficilement aligner autant de contre vérités.

Au lendemain de la première guerre mondiale la colonisation britannique a eu beaucoup de mal à vaincre la résistance du peuple irakien. En pleine consonance avec leur tradition impériale les Britanniques ont fabriqué pour soutenir leur pouvoir une monarchie importée et, une classe de propriétaires latifundiaires, comme ils ont donné une position privilégiée à l’Islam sunnite. Mais en dépit de leurs efforts systématiques les Britanniques ont échoué. Le Parti Communiste et le Parti baasiste ont constitué les forces politiques organisées principales qui ont précisément mis en déroute le pouvoir de la monarchie « sunnite » détestée par tous, peuple sunnite, chiïte et kurde. La concurrence violente entre ces deux forces, qui a occupé le devant de la scène entre 1958 et 1963, s’est soldée par la victoire du Baas, saluée à l’époque par les puissances occidentales avec soulagement. Pourtant le projet communiste portait potentiellement en lui une évolution démocratique possible, celui du Baas pas du tout. Parti nationaliste pan arabe et unitaire en principe, admirateur du modèle prussien de construction de l’unité allemande, recrutant dans la petite bourgeoisie moderniste laïcisante, hostile aux expressions obscurantistes de la religion, le Baas au pouvoir a évolué, conformément à ce qui était parfaitement prévisible, en une dictature dont l’étatisme n’était qu’à moitié anti-impérialiste, dans ce sens que, selon les conjonctures et les circonstances, un compromis pouvait être accepté par les deux partenaires (le pouvoir baasiste en Irak, l’impérialisme américain dominant dans la région). Ce « deal » a encouragé les dérives mégalomaniaques du leader, qui a imaginé que Washington accepterait de faire de lui son principal allié dans la région. Le soutien de Washington à Bagdad (avec livraison d’armes chimiques à l’appui) dans la guerre absurde et criminelle conduite contre l’Iran de 1980 à 1989 semblait donner crédibilité au calcul. Saddam n’imaginait pas que Washington trichait, que la modernisation de l’Irak était inacceptable pour l’impérialisme et que la décision de détruire le pays était déjà prise. Tombé dans le piège tendu (le feu vert avait été donné à Saddam pour l’annexion du Koweït – en fait une province irakienne que les impérialistes britanniques avaient détaché pour en faire une de leurs colonies pétrolières) l’Irak a été soumis à dix ans de sanctions destinées à rendre le pays exangue, de manière à faciliter la glorieuse conquête du vide par l’armée des Etats Unis.

On peut accuser de tout les régimes successifs du Baas, y compris celui de la dernière phase de sa déchéance sous la « direction » de Saddam, sauf d’avoir attisé le conflit confessionnel entre Sunnites et Chiïtes. Qui donc est responsable des heurts sanglants qui opposent aujourd’hui les deux communautés ? On apprendra certainement un jour comment la CIA (et sans doute la Mossad) ont organisé beaucoup de ces massacres. Mais au delà il est vrai que le désert politique créé par le régime de Saddam et l’exemple qu’il donnait de méthodes

opportunistes sans principes a « encouragé » des candidats au pouvoir de toutes natures à s'engager dans cette voie, souvent protégés par l'occupant, parfois peut être naïfs au point de croire qu'ils pourraient « se servir de lui ». Les candidats en question, qu'il s'agisse de chefs « religieux » (Chiites ou Sunnites), de prétendus « notabilités » (paratribales) ou « d'hommes d'affaires » de corruption notoire exportés par les Etats Unis, n'ont jamais eu d'ancrage politique réel dans le pays ; même ceux des chefs religieux que les croyants respectaient n'avaient aucune emprise politique qui eut paru acceptable au peuple irakien. Sans le vide créé par Saddam on n'aurait jamais entendu prononcer leurs noms. Face à ce nouveau « monde politique » fabriqué par l'impérialisme de la mondialisation libérale, d'autres forces politiques authentiquement populaires et nationales, éventuellement démocratiques, auront-elles les moyens de se reconstituer ?

Il fut un temps où le Parti Communiste constituait le pôle de cristallisation du meilleur de ce que la société irakienne pouvait produire. Le Parti Communiste était implanté dans toutes les régions du pays et dominait le monde des intellectuels souvent d'origine chiite (je dis que le Chiisme produit surtout des révolutionnaires et des leaders religieux, rarement des bureaucrates ou des compradores !). Le Parti Communiste était authentiquement populaire et anti-impérialiste, peu enclin à la démagogie, potentiellement démocratique. Est-il désormais appelé à disparaître définitivement de l'histoire, après le massacre de milliers de ses meilleurs militants par les dictatures baasistes, l'effondrement de l'Union soviétique (à laquelle il n'était pas préparé), et le comportement de ceux de ses intellectuels qui ont cru acceptable de revenir d'exil dans les fourgons de l'armée des Etats Unis ? Ce n'est hélas pas impossible, mais pas davantage « inéluctable ». Loin de là.

La question « kurde » est une question réelle, en Irak comme en Iran et en Turquie. Mais sur ce sujet également on doit rappeler que les puissances occidentales ont toujours pratiqué avec le plus grand cynisme la règle du « deux poids, deux mesures ». La répression des revendications kurdes n'a jamais atteint en Irak et en Iran le degré de violence policière et militaire, politique et morale permanente qui est celle pratiquée par Ankara. Ni l'Iran, ni l'Irak n'ont jamais été jusqu'à nier l'existence même des Kurdes. On a néanmoins pardonné tout à la Turquie, membre de l'OTAN – une organisation de nations démocratiques nous rappellent les médias, dont l'éminent démocrate qu'était Salazar fut l'un des membres fondateurs comme les non moins inconditionnels de la démocratie que sont les colonels grecs et les généraux turcs !

Les fronts populaires irakiens constitués autour du Parti Communiste et du Baas dans les meilleurs moments de son histoire mouvementée, chaque fois qu'ils ont exercé des responsabilités de pouvoir, ont toujours trouvé un terrain d'entente avec les partis kurdes principaux, qui ont d'ailleurs toujours été leurs alliés.

La dérive « antichiite » et « antikurde » du régime de Saddam est certes réelle : bombardements de la région de Bassorah par l'armée de Saddam après sa défaite au Koweït en 1990, usage de gaz contre les Kurdes. Cette dérive venait en « réponse » aux manœuvres de la diplomatie armée de Washington qui avait mobilisé des apprentis sorciers pressés de saisir l'occasion. Elle n'en demeure pas moins une dérive criminelle, de surcroît stupide, le succès des appels de Washington ayant été fort limité. Mais peut-on attendre autre chose des dictateurs façon Saddam ?

La puissance dont témoigne la résistance à l'occupation étrangère, « inattendue » dans ces conditions, semblerait « relever du miracle ». Ce n'est pas le cas, car la réalité élémentaire est simplement que le peuple irakien dans son ensemble (arabe et kurde, sunnite et chiite) déteste les occupants et connaît ses crimes quotidiens (assassinats, bombardements, massacres, tortures). On devrait alors imaginer un Front Uni de Résistance Nationale (appelez le comme vous voudrez) se proclamant tel, affichant des noms, la liste des organisations et partis qui le constituent, leur programme commun. Ce n'est pas le cas jusqu'à ce jour, en particulier pour toutes les raisons procédant des destructions du tissu social et politique produites par la dictature de Saddam et celle des occupants. Mais quelque'en soient les raisons, cette faiblesse constitue néanmoins un handicap sérieux, qui facilite les manœuvres de division, encourage les opportunistes jusqu'à en faire des collaborateurs, jette la confusion sur les objectifs de la libération.

Qui parviendra à surmonter ces handicaps ? Les communistes devraient être bien placés pour le faire. Déjà les militants – présents sur le terrain – se démarquent de ceux des « leaders » (ceux que les médias dominants sont les seuls à connaître !) qui, ne sachant plus sur quel pied danser, tentent de donner un semblant de légitimité à leur « ralliement » au gouvernement de la collaboration en prétendant compléter par là même l'action de la résistance armée !! Mais beaucoup d'autres forces politiques, dans les circonstances, pourraient prendre des initiatives décisives en direction de la constitution de ce front.

Il reste qu'en dépit de ses « faiblesses » la résistance du peuple irakien a déjà mis en déroute (politique sinon encore militaire) le projet de Washington. C'est précisément ce qui inquiète les Atlantistes de l'Union Européenne, ses alliés fidèles. Les associés subalternes des Etats Unis craignent aujourd'hui la défaite des Etats Unis, parce que celle-ci renforcerait la capacité des peuples du Sud de contraindre le capital transnational mondialisé de la triade impérialiste à respecter les intérêts des nations et des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

La résistance irakienne a fait des propositions qui permettraient de sortir de l'impasse et d'aider les Etats Unis à se retirer du guêpier. Elle propose en effet : (i) la constitution d'une autorité administrative de transition mise en place avec le soutien du Conseil de Sécurité ; (ii) l'arrêt immédiat des actions de résistance et des interventions militaires et policières des armées d'occupation ; (iii) le départ de toutes les autorités militaires et civiles étrangères dans un délai de six mois. Les détails de ces propositions ont été publiés dans la revue arabe prestigieuse Al Mustaqbal Al Arabi, publiée à Beyrouth (numéro de janvier 2006).

Le silence absolu que les médias européens oppose à la diffusion du message est, de ce point de vue, le témoignage de la solidarité des partenaires impérialistes. Les forces démocratiques et progressistes européennes ont le devoir de se désolidariser de cette politique de la triade impérialiste et de soutenir les propositions de la résistance irakienne. Laisser le peuple irakien affronter seul son adversaire n'est pas une option acceptable : elle conforte l'idée dangereuse qu'il n'y a rien à attendre de l'Occident et de ses peuples, elle encourage par là même des dérives inacceptables – voire criminelles – dans les pratiques de certains mouvements de résistance.

Plus vite les troupes d'occupation étrangères auront quitté le pays, plus fort aura été le soutien des forces démocratiques dans le monde et en Europe au peuple irakien, plus grandes seront les possibilités d'un avenir meilleur pour ce peuple martyr. Plus longtemps l'occupation durera, plus sombres seront les lendemains qui succéderont à son terme inévitable.

en conclusion

Aujourd'hui les « conflits politiques » opposent dans la région trois ensembles de forces : celles qui se revendiquent du passé nationaliste (mais ne sont plus en réalité que les héritiers dégénérés et corrompus des bureaucraties de l'époque nationale-populiste), celles qui se revendiquent de l'Islam politique, celles qui tentent d'émerger autour d'une revendication « démocratique » compatible avec la gestion économique libérale. Le pouvoir d'aucune de ces forces n'est acceptable pour une gauche attentive aux intérêts des classes populaires et à ceux de la Nation. En fait à travers ces trois « tendances » s'expriment les intérêts des classes compradore affiliées au système impérialiste en place. En fait la diplomatie des Etats Unis tient ces trois fers au chaud, s'employant à jouer de leurs conflits pour son bénéfice exclusif. Tenter de « s'insérer » dans ces conflits par des alliances avec ceux-ci ou ceux-là (préférer les régimes en place pour éviter le pire – l'Islam politique ; ou au contraire chercher à s'allier à celui-ci pour se débarrasser des régimes) est voué à l'échec. La gauche doit s'affirmer en engageant les luttes sur les terrains où celles-ci trouvent leur place naturelle : la défense des intérêts économiques et sociaux des classes populaires, de la démocratie et de l'affirmation de la souveraineté nationale, conçues comme indissociables. Tous les démocrates du monde doivent soutenir les chances de ces forces et, dans cet esprit, d'abord condamner sans restriction aucune toutes les interventions des Etats Unis, de l'Otan, d'Israel , des Nations unies domestiquées et de leurs alliés locaux dans la région.

La région du « Grand Moyen Orient » est aujourd'hui centrale dans le conflit qui oppose le leader impérialiste et les peuples du monde entier. Mettre en déroute le projet de l'establishment de Washington constitue la condition pour donner à des avancées en quelque région du monde que ce soit la possibilité de s'imposer. A défaut toutes ces avancées demeureront vulnérables à l'extrême. Cela ne signifie pas que l'importance des luttes conduites dans d'autres régions du monde – en Europe, en Amérique latine, ailleurs – puisse être sous estimée. Cela signifie seulement qu'elles doivent s'inscrire dans une perspective globale qui contribue à mettre en déroute Washington dans la région qu'il a choisi pour sa première frappe criminelle.